



La Commune



Archives nationales : pour information

Nous reproduisons ici un article de la NVO (CGT) au sujet des Archives nationales.

<http://nvo.fr/0-88-3061-archives-nationales-vers-la-fin-du-grand-gachis>

Archives nationales : vers la fin du grand gâchis ?

Malgré une mission de service public issue de la Révolution française et dont le public ne mesure pas toujours l'importance, les Archives nationales ont connu des années de déshérence, tant dans leur organisation que dans les relations humaines déplorables imposées aux personnels. Alors qu'une partie du site de Fontainebleau est fermée au public, la nomination d'une nouvelle directrice va-t-elle mettre fin à ce grand gâchis patrimonial, structurel et humain ?

En janvier 2014, la CGT-Archives débutait un tract en ces termes : « L'année qui s'est écoulée depuis l'ouverture au public des salles du site flambant neuf des Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine a pour nous l'unique intérêt de révéler l'état dégradé dans lequel se trouvent les Archives nationales et leur projet de « refondation » (...) l'affaiblissement de l'institution est flagrant. »

Chaises musicales

Un affaiblissement qui touche aussi... les bâtiments ! Depuis le 28 mars 2014 l'accès aux principaux bâtiments du site des Archives nationales de Fontainebleau est totalement interdit après la découverte d'« un risque portant sur la stabilité structurelle de l'ouvrage ». Pour les experts, un des causes tient au déchargement précipité des 8 000 tonnes de documents qui ont été déménagées de Fontainebleau vers Pierrefitte entre juin 2012 et septembre 2013 déséquilibrant la structure de l'édifice qui a dû être évacué.

La pierre angulaire de ce dangereux jeu de chaises musicales a été la construction du nouveau centre d'Archives nationales de Pierrefitte, le plus grand d'Europe. avec ses 320 kilomètres linéaires (kml) de capacité de stockage - dont 210 kml sont déjà occupés. Ce nouveau site devait avec ceux de Paris et de Fontainebleau permettre à l'institution de répondre à ses besoins pour les trente prochaines années. Or, sans le site de Fontainebleau, point de salut !

Conséquences : le site de Fontainebleau est paralysé (y sont par exemple inaccessibles les dossiers de demandes de naturalisation) : pas d'accueil de chercheurs, dépôts et magasins inaccessibles, aucun traitement scientifique et technique sur les 70 kml de documents concernés, plus d'opérations de collecte de documents, plus d'expositions. « La déroute est totale » conclut le syndicat CGT qui précise : « Au fur et à mesure que les conditions de travail se dégradent, les Archives nationales sont de moins en moins en capacité d'assurer leurs missions de service public.»

Si le site ne pouvait rouvrir, c'est 1/3 de la capacité de stockage totale de l'institution des Archives nationales qui disparaîtrait. Ce qui signifierait la condamnation immédiate du site de Pierrefitte à la saturation... Alors qu'il devait faire face à la saturation, à la sur-occupation et à l'insalubrité des dépôts d'une institution moribonde.

Ressources humaines

« L'ancienne Direction avait décidé de faire rimer « dialogue social » avec brutalité, tension, provocation, et ce tant dans ses relations avec les services, les agents, qu'avec les organisations syndicales. Nous estimons

que cette période doit être rapidement dépassée et jugeons que les premiers signes donnés par la nouvelle équipe de Direction pourraient le laisser penser. » explique la CGT-Archives.

Côté effectif, si les 50 agents de Fontainebleau étaient « relogés » à la va-vite en juillet dans des « Algeco », les nouveaux agents recrutés n'avaient eu d'autres choix que l'affectation à Pierrefitte. De 2010 à 2013, le recours aux emplois précaires était multiplié par cinq.

La CGT-Archives estime urgent que 92 emplois de fonctionnaires titulaires soient créés pour les trois sites. Sans oublier la titularisation de tous les CDD et leur stabilisation en CDI en attendant. »

En septembre, le syndicat CGT avait aussi d'autres sujets d'inquiétude : des factures importantes impayées par les Archives nationales pour le nettoyage, l'eau et l'électricité...

Point positif, la nécessité d'importants travaux sur le site parisien des Archives n'a pas été contesté par la nouvelle directrice qui a expliqué début octobre que le budget annuel prévu n'était « que de 300 000 euros » et a convoqué une nouvelle réunion pour aborder les autres questions.

Une délégation d'agents syndiqués et non-syndiqués du site des Archives nationales de Fontainebleau, soutenue par la CGT-Archives, reçue le vendredi 7 novembre 2014 au ministère de la Culture rendra compte de l'avancement du dossier.

Modifié le mercredi 12 novembre 2014

Voir aussi dans la catégorie Services publics



Hôpitaux : Vers le Tous ensemble

Depuis 18 mois, les hôpitaux et, en particulier, l'AP-HP 1 sont le théâtre de grèves, de rassemblements dans les services, de délégations centrales ou locales au siège de l'AP-HP. Les... »



Motion adoptée à l'hôpital Broca

Cette motion a été adoptée à l'hôpital Broca de Paris lors d'une assemblée générale du personnel, avec les syndicats CGT et FO. »



Hôpitaux : de la tension à la rupture

La furie « réformatrice » du gouvernement et de sa direction de l'AP-HP détruit la vie des personnels, des médecins et des patients. L'annonce du suicide de cinq infirmières, ces derniers... »

La « silver économie » : Un cheval de Troie contre la Santé publique – Hôpitaux en détresse Depuis plusieurs mois , nous tâchons de suivre au plus près la situation explosive qui se... >>



Hôpitaux en danger !

Faisant suite aux articles publiés dans les derniers numéros de La Commune à propos des G.H.T (Groupements de Territoire et de Santé) résultant de la loi Touraine, il est important de livrer... >>



Les hôpitaux au bord de l'explosion

Au moment où la classe ouvrière française est vent debout contre la destruction du Code du travail, le gouvernement - courroie de transmission des institutions capitalistes européennes - continue... >>
